



MINISTÈRE DU CADRE DE VIE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL DES VILLES SECONDAIRES - PHASE 2 (PAPVS 2) VILLES DE POBE, ALLADA, LOKOSSA, APLAHOUE, DASSA- ZOUME, DJOUGOU ET KANDI

MISSION D'ELABORATION DES PLANS DIRECTEURS
D'ASSAINISSEMENT, D'ETUDES TECHNICO-ECONOMIQUES,
D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL ET D'ELABORATION
DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES DES TRAVAUX DU PAPVS 2
MISSION 3 : VILLES DE DJOUGOU ET KANDI



PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR)
DU SOUS-PROJET DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES
RESILIENTES DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES ET
REALISATION DES TRAVAUX CONNEXES DANS LES
ARRONDISSEMENTS DJOUGOU I, DJOUGOU II & DJOUGOU III DE LA
COMMUNE DE DJOUGOU DANS LE CADRE DU PAPVS 2

RAPPORT DEFINITIF

MARS 2024



CECO-BTP
Ingénieurs Conseils



Informations générales sur le Sous-projet

Les informations générales sont présentées dans le tableau 1

Tableau 1 : informations générales sur le sous-projet

INFORMATIONS GENERALES SUR LE SOUS-PROJET	
INFORMATION SUR LA MISSION	
Tire exacte de l'étude	EIES approfondie du sous-projet de « construction d'infrastructures résilientes de drainage des eaux pluviales et réalisation des travaux connexes dans les arrondissements I, II & III de la commune de Djougou dans le cadre du PAPVS II ».
Type d'EIES requise	Référence : <ul style="list-style-type: none"> - Guide Général des EIE au Bénin (Annexe 1, Titre XV.5. Relatif aux travaux d'aménagement urbain), - décret N° 2022-390 du 13 juillet 2022 - exigences environnementales et sociales de la Banque Mondiale (BM)
	Catégorisation : Catégorie environnementale et sociale B, Type d'EIES : Etude d'Impact Environnemental et Social Approfondie.
INFORMATION SUR LE PROMOTEUR	
Maître d'Ouvrage	Ministère du Cadre de Vie et du Transport Chargé du Développement Durable (MCVT-CDD)
Autorité Contractante/ Maître d'Ouvrage Délégué	SIRAT SA : Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire
	Adresse : Bâtiment annexe de la SIRAT ; Carré 396 Ahwanlèko Plage-Ouest, 2 ^{ème} Villa, Rez-de Chaussée, Salle de Conférence Courriel: oaboumon@sirat.bj Téléphone : +229 21300500
Directeur Général	Ranti AKINDES
Présentation de la société :	<p>Créée par décret n° 2018 - 133 du 18 avril 2018, la Société des Infrastructures Routières du Bénin (SIRB SA) est une Société Anonyme administrée par un Conseil d'Administration. Devenue Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT SA) suite au grandes décisions du conseil des ministres du 24 novembre 2021, portant approbation des statuts modifiés et augmentation du capital de la Société des Infrastructures Routières du Bénin devenue « Société des Infrastructures Routières et de l'Aménagement du Territoire (SIRAT) S.A » par absorption de l'Agence du Cadre de Vie pour le Développement du Territoire ainsi que la nomination des membres de Conseil d'Administration de la nouvelle Société.</p> <p>Aux termes de ses statuts, elle a pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ de gérer, développer et entretenir, l'ensemble des infrastructures routières exceptées les pistes rurales, les routes sans péage et toutes autres infrastructures routières expressément exclues de sa gestion ; ↳ d'effectuer ou de participer à la mobilisation de financements appropriés pour la réalisation des infrastructures routières entrant dans le champ de son objet social ; ↳ d'exploiter ou de faire exploiter les péages et services annexes et d'organiser la sécurisation des ressources issues de l'exploitation du réseau routier ; ↳ la participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires ; ↳ et plus généralement toutes opérations économiques entrant dans l'objet

	social ou susceptibles d'en favoriser le développement.																												
BENEFICIAIRES	Commune Djougou																												
PTF	Banque Mondiale																												
INFORMATION SUR LE CABINET MANDATAIRE DE LA MISSION																													
RAISON SOCIALE	CECO BTP																												
PRESENTATION DU CABINET	Adresse : 04 BP 1165 Cotonou Bénin Siège social : Lot C/2118 Parcelle G Mènonatin Email : cecobtp@cecobtp.com / cecobtp@leland.bj Téléphone : Fax +229 21 38 36 52 +229 21 38 09 24																												
	Forme et Capital Social : Société à Responsabilité Limitée (SARL) 100.000.000 FCFA																												
	Registre du commerce : 07 B 535 (Ancien n° : 15866-B)																												
	Domaine de compétence <ul style="list-style-type: none"> ☞ Maîtrise d'œuvre ; ☞ Contrôle d'Etude et Coordination des Travaux de Bâtiment et travaux Publics ; ☞ Etudes techniques et élaborations des dossiers d'appel d'offres ; ☞ Pilotage des projets ; ☞ Contrôle et la surveillance des travaux. 																												
Objectifs & Ressource humaine	<p>L'objectif de CECO BTP est d'abord la satisfaction totale du client. Pour ce faire, elle propose à sa clientèle une gamme variée de services et des solutions qui conjuguent économie et efficacité dans les domaines de l'ingénierie et de la gestion des projets. Une méthodologie singulière est développée pour chaque projet en respect strict des exigences du client (personne physique ou morale) afin de lui fournir un résultat satisfaisant.</p> <p>Elle est une entreprise constituée des ingénieurs concepteurs et d'application, de projecteurs et techniciens Génie Civil qualifiés, d'opérateurs géomètres, de dessinateurs et autres cadre administratifs efficace pour satisfaire les besoins des divers acteurs de développement.</p>																												
Mission	Contrôle Etudes et Coordination des travaux de Bâtiments et Travaux Publics																												
EQUIPE DE LA MISSION EIES & PAR																													
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 60%;">FONCTION</th> <th style="width: 40%;">NOM</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">PERSONNELS CLES</td> </tr> <tr> <td>Expert en Evaluation Environnementale Consultant Principal</td> <td>Camille Prudence AGBO</td> </tr> <tr> <td>Responsable en Evaluation Environnementale associé</td> <td>DEGBO Mahussi. E. Hermine</td> </tr> <tr> <td>Expert en Environnement et Biodiversité : Flore Faune</td> <td>MEVOGNON A. V. Tobias</td> </tr> <tr> <td>Responsables GES & Changement Climatique</td> <td>Dr Gervais ATCHADE</td> </tr> <tr> <td>Expert en écologie du milieu & risque sanitaire</td> <td>GANDAHO M. Cléo-Claudia</td> </tr> <tr> <td>Experts Cartographe / SIG</td> <td>GANSE AUGUSTIN</td> </tr> <tr> <td>Expert en Gestion des risques et Dangers</td> <td>HODONOU Laromine</td> </tr> <tr> <td>Expert en Socio-Anthropologie & PAR</td> <td>Dr Nicolas AKOTCHAYE</td> </tr> <tr> <td>Assistant 1 de l'Expert Socio/PAR</td> <td>AMONTCHA Adéréwa</td> </tr> <tr> <td>Assistant 2 de l'Expert Socio/PAR</td> <td>DADJO Euloge</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">PERSONNELS D'APPUI</td> </tr> <tr> <td>Enquêtes socioéconomiques</td> <td>GANDAHO Perin</td> </tr> </tbody> </table>		FONCTION	NOM	PERSONNELS CLES		Expert en Evaluation Environnementale Consultant Principal	Camille Prudence AGBO	Responsable en Evaluation Environnementale associé	DEGBO Mahussi. E. Hermine	Expert en Environnement et Biodiversité : Flore Faune	MEVOGNON A. V. Tobias	Responsables GES & Changement Climatique	Dr Gervais ATCHADE	Expert en écologie du milieu & risque sanitaire	GANDAHO M. Cléo-Claudia	Experts Cartographe / SIG	GANSE AUGUSTIN	Expert en Gestion des risques et Dangers	HODONOU Laromine	Expert en Socio-Anthropologie & PAR	Dr Nicolas AKOTCHAYE	Assistant 1 de l'Expert Socio/PAR	AMONTCHA Adéréwa	Assistant 2 de l'Expert Socio/PAR	DADJO Euloge	PERSONNELS D'APPUI		Enquêtes socioéconomiques	GANDAHO Perin
FONCTION	NOM																												
PERSONNELS CLES																													
Expert en Evaluation Environnementale Consultant Principal	Camille Prudence AGBO																												
Responsable en Evaluation Environnementale associé	DEGBO Mahussi. E. Hermine																												
Expert en Environnement et Biodiversité : Flore Faune	MEVOGNON A. V. Tobias																												
Responsables GES & Changement Climatique	Dr Gervais ATCHADE																												
Expert en écologie du milieu & risque sanitaire	GANDAHO M. Cléo-Claudia																												
Experts Cartographe / SIG	GANSE AUGUSTIN																												
Expert en Gestion des risques et Dangers	HODONOU Laromine																												
Expert en Socio-Anthropologie & PAR	Dr Nicolas AKOTCHAYE																												
Assistant 1 de l'Expert Socio/PAR	AMONTCHA Adéréwa																												
Assistant 2 de l'Expert Socio/PAR	DADJO Euloge																												
PERSONNELS D'APPUI																													
Enquêtes socioéconomiques	GANDAHO Perin																												

		AKOTCHAYE Matias	
		AGBO Shakyra	
	Secrétariat	FANOU DADJO S. Clémentine	
		BONOU Sinelle F. Affi	

Source : données de terrain, CECO-BTP, juin 2022

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCE (TDR)	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE DE L'ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE ET DU RECENSEMENT DES PAP ET DE LEURS BIENS	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 3: OUTILS DU MECANISME DE GESTION DES PLAINTES	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 4: REPERTOIRE DES PAP DE LA COMMUNE DE DJOUGOU	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 5 : REPERTOIRE DES PAP VULNERABLES	Erreur ! Signet non défini.
ANNEXE 6: PROCES-VERBAUX ET LISTES DE PRESENCE DES CONSULTATIONS DU PUBLIC	Erreur ! Signet non défini.

RESUME NON TECHNIQUE

Fiche récapitulative des données de la réinstallation des travaux du projet

N°.	Variables	Données		
1.	Pays du projet	Bénin		
2.	Département	Donga		
3.	Commune	Djougou		
4.	Arrondissements	Djougou I, Djougou II et Djougou III		
5.	Quartiers	Alfa Issa ; Angaradebou ; Barapapei ; Bassala ; Batoulou ; Killir ; Leman Mende ; Madina ; Petoni-Poho ; Serlo ; Soubroukou ; Taïfa et Zembougou Bert		
6.	Type de projet	Assainissement		
7.	Titre du projet	PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL DES VILLES SECONDAIRES - PHASE 2 (PAPVS 2) VILLES DE POBE, ALLADA, LOKOSSA, APLAHOUE, DASSA-ZOUME, DJOUGOU ET KANDI		
8.	Activités induisant la réinstallation	activités induisant la réinstallation concernent :(i) dégagement des emprises du projet des installations humaines (clôtures, arbres, baraques, toilettes, etc.) ; (ii) libération des emprises des itinéraires des voiries des différents réseaux (SBEE, SIRAT et téléphoniques), des arbres nécessaires et écosystèmes végétales qui s'y trouve, les dépotoirs sauvages et purges des collecteurs existants ; (iii) installation et aménagement des bases techniques et l'identification et l'aménagement des voies de déviation ; (iv) 21,388 km de linéaire de collecteurs et de voirie de service seront aménagés dans les trois arrondissements centraux de Djougou. La consistance des travaux se présente comme suit :(a) onze (11) rues avec une majorité (67,40% environ) de rues tertiaires ; (b) quatre (04) collecteurs primaires totalisant 7,614 km soit 70,17 % du linéaire total des collecteurs et (c) trois (03) collecteurs secondaires totalisant 3,237 km soit 29,83 % du linéaire total des collecteurs.		
9.	Promoteur	SIRAT SA		
10.	Organisme d'exécution	CECO BTP		
11.	Nombre de PAP	372		
12.	Nombre de PAP de sexe féminin	82		
13.	Nombre de PAP vulnérables	45		
14.	PAP absentes	38		
15.	Infrastructures à usage d'habitation			
	Biens affectés	Caractéristiques	Nombre	Superficie (m²)
	Maison	Matériaux définitifs	41	3309
	Maison	Matériaux précaires	8	422
	Total		49	3 731
16.	Infrastructures connexes			
	Biens affectés	Caractéristiques	Nombre	Unité

	Apatam	Matériaux définitifs	10	m ²	415
	Apatam	Matériaux précaires	3	m ²	51
	Atelier	Matériaux définitifs	10	m ²	147
	Atelier	Matériaux précaires	2	m ²	39
	Auvents	Matériaux définitifs	4	m ²	28
	Auvents	Matériaux précaires	4	m ²	23
	Barraque	Matériaux définitifs	2	m ²	22
	Barraque	Matériaux précaires	1	m ²	7
	Barraque en bois	Matériaux précaires	1	m ²	13
	Boutique	Matériaux définitifs	2	m ²	175
	Cabane	Matériaux définitifs	1	m ²	32
	Cabine de compteur électrique	Matériaux définitifs	1	U	1
	Cage compteur SBEE	Matériaux définitifs	1	U	5
	Caniveau	Matériaux définitifs	2	m ²	55
	Citerne	Matériaux définitifs	2	U	8
	Clôture	Matériaux définitifs	16	ml	570
	Clôture	Matériaux précaires	5	ml	391
	Compteur de soneb	Matériaux définitifs	1	m ²	1
	Dano	Matériaux définitifs	1	m ²	10
	Douche	Matériaux définitifs	1	U	7
	Élévation de murs	Matériaux précaires	1	ml	150
	Enclos	Matériaux définitifs	1	m ²	6
	Fondation	Matériaux définitifs	1	m ²	9
	Forage	Matériaux définitifs	1	m ²	2
	Hangar	Matériaux définitifs	5	m ²	88
	Hangar	Matériaux précaires	7	m ²	92
	Magasin	Matériaux définitifs	1	m ²	22
	Mosquée	Matériaux définitifs	1	m ²	8
	Puisard	Matériaux définitifs	16	U	80
	Puisard	Matériaux précaires	1	U	8
	Puits	Matériaux définitifs	11	U	94
	Puits	Matériaux précaires	5	U	31
	Rampe d'accès	Matériaux définitifs	33	m ²	341
	Rampe d'accès	Matériaux précaires	6	m ²	23
	Regar	Matériaux définitifs	2	m ²	13
	Réserve de fleurs	Matériaux définitifs	1	m ²	1
	Terrasse	Matériaux définitifs	60	m ²	1040
	Terrasse	Matériaux précaires	5	m ²	41
	Toilette	Matériaux définitifs	26	m ²	188
	Toilette	Matériaux précaires	4	m ²	22
	Total		258		4259
17.	Infrastructures à usage commercial				
	Biens affectés	Caractéristiques	Nombre	Unité	Superficie
	Apatam	Matériaux définitifs	4	m ²	152
	Apatam	Matériaux précaires	6	m ²	125
	Atelier	Matériaux définitifs	32	m ²	459

	Atelier	Matériaux precaires	8	m ²	294
	Auvents	Matériaux définitifs	13	m ²	210
	Auvents	Matériaux precaires	4	m ²	45
	Baraque	Matériaux définitifs	4	m ²	72
	Baraque	Matériaux precaires	2	m ²	44
	Barraque en bois	Matériaux precaires	2	m ²	7
	Barraque en tôle	Barraque en tôle	1	m ²	16
	Boutique	Matériaux définitifs	19	m ²	279
	Boutique	Matériaux définitifs	4	m ²	31
	Cabane	Matériaux precaires	1	m ²	8
	Cabine téléphonique	Matériaux définitifs	1	m ²	16
	Cabine téléphonique	Matériaux precaires	2	m ²	13
	Clôture	Matériaux precaires	1	ml	25
	Clôture	Matériaux définitifs	1	ml	7
	Enclos de moutons	Matériaux définitifs	1	m ²	25
	Étalage mobile	Matériaux définitifs	1	m ²	1
	Étalage mobile	Matériaux precaires	3	m ²	9
	Fondation (Élévation de murs)	Matériaux définitifs	1	m ²	6
	Hangar	Matériaux définitifs	5	m ²	60
	Hangar	Matériaux precaires	3	m ²	60
	Rampe d'accès	Matériaux définitifs	6	m ²	28
	Terrasse	Matériaux precaires	24	m ²	583
	Terrasse	Matériaux définitifs	26	m ²	602
	Total		175		3177
18.	Arbres et plantes affectés				
	Noms de la plante	Caractéristiques	Nombre de pieds	Diamètre moyen	
	Acajou	Adulte	2	130	
	Bananier	Adulte	969	73	
	Bananier	Jeune	47	43	
	Baobab	Adulte	1	130	
	Chrysophilum	Adulte	1	146	
	Citronnier	Adulte	2	36	
	Citronnier	Jeune	2	60	
	Cocotier	Adulte	6	110	
	Cocotier	Jeune	1	40	
	Colatier	Adulte	1	190	
	Cordia didecandra	Adulte	2	7	
	Faux flamboyant	Adulte	3	200	
	Ficus Spp	Adulte	8	739	
	Ficus Spp	Jeune	2	94	
	Gmelina	Adulte	1	150	
	Gmelina	Jeune	1	2	
	Goyavier	Adulte	1	30	

	Manguier	Adulte	48	151
	Manguier	Jeune	1	32
	Oranger	Adulte	2	114
	Palmier	Adulte	2035	26
	Palmier	Jeune	1	1
	Palmiers royaux	Adulte	9	16
	Papayer	Adulte	30	240
	Papayer	Jeune	3	18
	Rônier	Adulte	1	35
	Teck	Adulte	51	255
	Teck	Jeune	25	15,5
	Total		3256	
	Champ de cultures			
	Périmètre de production agricole		Nombre	Superficie (m²)
	Manioc		7	1338
	Association de culture Choux et amarantes		1	300
	Association de choux et piment		1	96
	Association de choux, gombo, amaranthe		1	45
	Association de culture (chou et maïs)		1	182
	Association de culture (chou et piment)		1	209
	Association de culture (chou laitue carottes)		1	300
	Association de culture (laitue, maïs, piment)		1	200
	Association de culture chou et laitue		1	60
	Association de culture Choux, amarantes et piments		1	1300
	Association de culture laitue et amarante		1	418
	Association de culture Maïs et manioc		1	300
	Association de laitue et choux		1	384
	Carottes		4	521
	Choux		29	3530
	Gombo		3	208
	Haricots		1	120
	Laitue		7	614
	Maïs		20	5005
	Piment		3	171
	Taro		1	2
	Tomate		1	30
	Amarante		1	30
	Total		89	15363
	Bien culturel affecté			
	Bien affecté	Caractéristiques	Nombre	Superficie (m²)
	Mosquée	Matériaux définitifs	1	500
	Total		1	500

a. Contexte et justification du projet

Au Bénin, la situation socioéconomique est marquée par l'inadaptation du cadre de vie et du niveau de services aux besoins de bien-être des populations, par le manque d'attractivité et le dysfonctionnement des principales villes. Sous l'effet conjugué des impacts du changement climatique, de la population en croissance rapide dans les différentes villes et de l'insuffisance

des infrastructures urbaines, les principales villes du Bénin peinent à assurer leur rôle de pôles de développement et à impulser véritablement la croissance économique du pays. Ces villes n'offrent pas les conditions fonctionnelles requises pouvant impulser le développement socio-économique. Elles subissent des inondations régulières dues en grande partie à l'absence ou à l'inadéquation des systèmes de drainage et d'assainissement. En plus de leurs impacts directs sur les activités économiques, ces inondations sont sources de plusieurs maladies, ce qui plonge la grande masse de la population dans une précarité.

Face à ce tableau, les Gouvernements successifs du Bénin se sont investis dans une politique d'aménagement du cadre de vie des populations urbaines à travers des projets urbains montés et mis en œuvre dans les zones les plus vulnérables avec le concours de plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (BM, UE, AFD, UEMOA, BAD, BEL, BOAD, BIDC, etc.).

La mise en œuvre de ces différents projets a contribué à l'amélioration qualitative du cadre de vie des populations et des conditions de circulation dans bon nombre de centres urbains au Bénin comme Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Lokossa, Kandi, Abomey-Calavi, etc. Au-delà de ces résultats, la mise en œuvre de ces projets s'est avérée un facteur clé de promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de réduction du chômage des jeunes. Nonobstant ces efforts, le cadre environnemental des villes béninoises reste précaire ; en témoignent les inondations de 2010 au cours desquelles, plusieurs localités se sont retrouvées sous l'eau à Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Dangbo, Bonou, Malanville, etc. Face à ce tableau inquiétant, le gouvernement a inscrit le Programme d'Assainissement Pluvial des principales villes du Bénin comme programme phare du Programme d'Action du Gouvernement (PAG).

b. Démarche méthodologique

Pour atteindre les objectifs de cette étude et répondre aux termes de référence, la démarche méthodologique utilisée s'est articulée autour des principaux axes suivants: une revue documentaire, les consultations des acteurs, la collecte des données sur le terrain (étude socioéconomique, recensement des PAP et de leurs biens, inventaire des biens impactés), traitement et analyse des données, l'affichage des répertoires des PAP et de leurs biens, la rédaction et restitution du rapport provisoire, la prise en compte des amendements et la production du rapport final PAR.

c. Impacts potentiels du projet

Le Projet d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires phase 2 a des impacts. Ils sont de deux ordres : les impacts positifs et ceux négatifs.

☞ Impacts positifs

La réalisation des rues et la construction des collecteurs dans les Arrondissements de Djougou I, Djougou II et Djougou III dans la Commune de Djougou vont entraîner des effets positifs sur l'amélioration de la situation sociale et économique des populations des quartiers bénéficiaires des ouvrages. En termes d'impacts positifs, on peut retenir :

- l'amélioration du système de drainage des eaux pluviales ;
- l'assainissement du cadre de vie des populations ;
- le développement des activités génératrices de revenus ;
- la création d'emplois temporaires et périodiques, surtout pour les populations locales ;

- la sécurisation de transport de personnes et des biens ;
- l'amélioration de l'aspect paysager des abords des voies structurantes ;
- la réduction des maladies liées à l'eau, aux inondations et à l'insalubrité ;
- l'amélioration des conditions pour le déplacement des malades, des femmes enceintes et des handicapés ;
- l'amélioration de la sécurité urbaine et périurbaine ;
- l'installation d'un système d'éclairage public le long des rues à réaliser.

☞ **Impacts négatifs**

Les impacts négatifs du PAPVS2 sont entre autres :

- la perte temporaire d'emplois, de revenus et de la clientèle pour les ménages ayant des baraques, kiosques, ateliers, boutiques etc. le long des tronçons à aménager ;
- la perturbation des activités voire perte de revenus des occupants de l'emprise ;
- la dégradation de la végétation aux abords du bassin et le long des artères de la voie et des habitats de la faune aviaire ;
- le développement de nouveaux cas des Infections Respiratoires Aiguës (IRA), de la conjonctivite, la dégradation de la santé des populations et le risque de contamination aux
- Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et du Syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) ;
- la perte d'un lieu de culte (mosquée) ;
- la perturbation de la circulation des personnes et des biens ;
- la perturbation des activités au niveau des infrastructures sociocommunautaires (centre de santé, églises, écoles,) situées le long des infrastructures à réaliser.

d. Profil socio-démographique des PAP

Il ressort que les opérations de recensement ont permis de toucher 372 PAP. Ces PAP ont à charge 2235 personnes. Parmi ces personnes figurent : (i) 69 enfants de moins d'un an ; (ii) 230 enfants de 1 an à moins de 5 ans ; (iii) 505 enfants de 5 ans à moins de 13 ans et (iv) 574 personnes adultes des deux sexes. Les 372 PAP se répartissent comme suit dans les Arrondissements de Djougou I, 229 PAP ; Djougou II et Djougou III ont respectivement 34 et 109 PAP. S'agissant de l'âge, les PAP de la tranche d'âge 36-45 ans représentent 41,40 %. Les PAP de la tranche d'âge 26-35 ans constituent 23,92 %. Les PAP des tranches d'âge 46-55 ans et 56-65 ans sont respectivement 15,05 % et 8,60 %. Sur le plan matrimonial, 41,40 % des PAP ont déclaré qu'elles sont mariées (e)s monogames. Les PAP qui vivent dans les ménages polygamiques représentent 43,56%. Les PAP célibataires constituent 20,43 % dans l'ensemble des PAP. Sur le plan religieux, la plupart (93,01 %) des PAP ont déclaré pratiquer l'Islam. Les PAP chrétiennes catholiques représentent 2,96 %. Les PAP autres chrétiens constituent 2,69 %. En ce qui concerne le niveau d'instruction, 42,47 % des PAP ont déclaré être alphabétisées. Sur l'ensemble des PAP, 23,92 % ont déclaré n'ayant aucun niveau d'instruction. Les PAP qui ont les niveaux d'instruction primaire et secondaire constituent respectivement 22,58 % et 5,91 %.

Sur le plan revenu journalier, les PAP ayant déclaré gagner entre un revenu journalier compris entre 501-1000 FCFA sont 64,46 %. Elles sont 7,71% qui ont un revenu journalier déclaré entre 15001-2000 FCFA. Les PAP qui gagnent Plus de 10000 FCFA par jour représentent 6,34 %.

e. Synthèse de la consultation du public

Dans le cadre des travaux du Programme d'Assainissement Pluvial des villes Secondaires, phase 2, sept (07) séances de consultations du public sont réalisées pour l'élaboration du plan d'action de réinstallation. Les séances de consultation du public se sont déroulées du 17 au 19 mai 2023 dans les quartiers des trois Arrondissements Djougou I, Djougou II et Djougou III. Ces séances ont mobilisé au total 307 personnes dont 40 femmes.

Les principales préoccupations et inquiétudes évoquées concernent entre autres :

- la compensation à laquelle nous aurons droit sera-t-elle assez consistante pour nous permettre d'aller louer une boutique ailleurs, afin de poursuivre nos activités ?
- Tous les biens sont-ils éligibles à la compensation ?
- Si ma maison se retrouve dans l'emprise, quel sera mon sort ?
- Quand les travaux vont commencer, sera-t-il possible d'être recruté sur les chantiers ?
- Comment accéderons-nous à nos maisons lorsque les fouilles seront faites devant les entrées (maisons ou boutiques) ?
- Aurais-je droit à une compensation lorsque la baraque de mon locataire sera détruite ?
- Les femmes percevront-elles de compensation si leurs kiosques commerciaux sont dans l'emprise des travaux ?
- Lesquelles des rues du 3^{ème} Arrondissement sont concernés par les travaux ?
- Quand est ce que les travaux vont démarrer dans les rues ?
- Quand est - ce que les travaux vont démarrer ?
- Quelles sont les rues de l'Arrondissement Djougou 2 qui sont concernées par les travaux ?
- Quand est- ce que la mise en œuvre du projet va démarrer dans la ville ?
- Combien les PAP percevront-elles comme compensation ?
- Est-il possible que 2 différents projets d'aménagement d'infrastructures routières se fassent dans une même localité (Asphaltage et PAPVS) ?

A ces différentes préoccupations, le consultant a apporté des réponses qui ont comblé les attentes des participants.

Au terme des séances de consultation du public, les recommandations suivantes sont faites :

- réaliser les travaux dans un bref délai afin de limiter la perturbation de nos activités ;
- aider les commerçants et revendeuses qui seront déplacés à trouver d'autres emplacements pour continuer leurs activités commerciales ;
- prévenir les communautés à quelques semaines du démarrage des travaux pour permettre à chaque riverain de prendre ses dispositions ;
- recruter la main d'œuvre local pour permettre aux jeunes d'avoir de quoi subvenir à leurs besoins
- installer des rampes d'accès pour faciliter la circulation des riverains
- réaliser effectivement le PAPVS pour redonner confiance aux communautés
- accélérer la réalisation des études afin que la mise en œuvre puisse vite démarrer
- offrir des compensations consistantes pour permettre aux PAP de pouvoir reprendre leurs installations ;
- permettre aux femmes menant des activités génératrices de revenus du milieu de pouvoir exercer leurs activités afin de pouvoir vendre à manger et à boire (eau) aux travailleurs ;

- sensibiliser les travailleurs afin qu'ils n'abusent pas des femmes d'autrui ;
- accorder un délai considérable pour la récolte des récoltes en cours de production.

f. Mécanisme de gestion des plaintes (MGP)

Les travaux de développement induisant la réinstallation des personnes affectées s'accompagnent régulièrement des problèmes divers. Cela amène certaines populations ou parties prenantes riveraines du site du projet à formuler des plaintes visant à satisfaire des préoccupations causées par les activités du projet. Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un PAR peuvent porter sur, entre-autres :

- non-respect des procédures établies par le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) ;
- omission des PAP lors de l'opération du recensement ;
- erreurs dans l'identification des PAP (noms et prénoms des PAP mal écrits) ;
- non compréhension/acceptation des critères d'éligibilité
- atteinte à une activité commerciale d'un résidant ;
- dégradation, l'endommagement des biens d'un individu ou d'un équipement sociocommunautaire (école, centre de santé, maison, mosquée, église, lieux de prières, lieux de culte, etc.) ;
- désaccord sur l'évaluation des PAP sur la méthode d'évaluation des compensations ;
- plaintes relatives à l'exclusion de certaines personnes des bénéficiaires du Projet
- insuffisance de la communication sur le processus de mise en œuvre du projet ;
- conflits entre bénéficiaires et non bénéficiaires du projet ;
- Violences Basées sur le Genre (harcèlement, abus, violences sexuelles, pédophilie, etc.) sur le chantier;
- violences contre les enfants sur les chantiers :
- manque de communication du plan des travaux aux populations riveraines ;
- etc.

L'information des populations sur le mécanisme de gestion de plaintes (notamment les EAS/HS) peut se faire à travers l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation sur le mécanisme de gestion de plaintes en recourant aux crieurs publics, aux relais communautaires, aux radios locales, à la presse écrite et à d'autres canaux locaux de communication (crieurs publics, associations de développement, etc.).

Structures organisationnelles de gestion des plaintes : Comités de gestion du MGP.

Les instances de réception et de gestion des plaintes liées à la mise en œuvre du projet s'articulent autour de trois niveaux d'intervention :

- ✚ **niveau 1** : comités locaux des Arrondissements de Djougou I, Djougou II et Djougou III. Un acte administratif est pris portant nomination des membres des comités locaux de gestion des plaintes (CLGP) ;
 - **niveau 2** : comité communal de Djougou est créé par un acte administratif portant attribution, organisation et fonctionnement du Comité Communal de Gestion des Plaintes (CCGP) du projet,

- **niveau 3** : comité national basé à la direction de la SIRAT à Cotonou créé par Acte administratif portant création et fonctionnement du Comité National de Gestion des Plaintes (CNGP/SIRAT) du Directeur Général de la SIRAT.

Le Comité National de Gestion des Plaintes est responsable du pilotage du MGP. Il est l'organe suprême de résolution des cas de plaintes à l'amiable et de recours non réglés par les comités locaux de gestion des plaintes et le comité communal de gestion des plaintes. En effet, les comités dans les arrondissements concernés par les travaux du projet alimentation en eau potable sont installés par la Direction générale de la SIRAT avant la mise en œuvre du PAR. Les différents acteurs de la chaîne de gestion des plaintes ont été informés et formés sur les dispositions du présent MGP. La gestion des plaintes sur une étape qui est assortie de délai au niveau de chaque comité. Toute plainte déposée au comité local de gestion doit être traitée dans un délai de quatre (04) jours. Tout plaignant non satisfait de la résolution peut saisir le comité communal de gestion des plaintes. A ce niveau de traitement est de six (06) jours. En cas d'insatisfaction, le plaignant peut déposer sa plainte au comité national de gestion des plaintes. Ce comité dispose de huit (08) jours pour vider le dossier qui lui est transmis. A chaque niveau du MGP, l'approche consiste en analyse des faits avec priorité au dialogue, à la concertation, à la négociation et aux solutions à l'amiable, la descente sur le terrain pour constat, élaboration du procès-verbal de constatation et des concertations. Le mode opératoire de gestion des plaintes suit le processus ci-après : (i) réception et enregistrement des plaintes au niveau du comité choisi par le plaignant ; (ii) accusé de réception délivré au plaignant ; (iii) éligibilité de la plainte ; (iv) traitement de la plainte ; (v) notification de la résolution au plaignant et décisions prises ; (vi) résolution et mise en œuvre des mesures proposées ; (vii) clôture de la plainte et (viii) suivi et documentation du processus de gestion de plaintes. Le recours à la justice est possible en cas d'échec de la voie amiable. Le budget de fonctionnement du MGP est estimé à quinze millions deux cent mille (15.200.000) FCFA.

g. Cadre institutionnel de la réinstallation

Les principales institutions qui participent au processus de la réinstallation au Bénin sont la Direction de la Planification, de l'Administration et des Finances du Ministère du cadre de Vie et des Transports chargé du Développement Durable (DPAF/MCVT-DD), l'Agence Nationale de Développement du Foncier (ANDF) à travers les Bureaux Communaux de Développement du Foncier (BCDF) et les Structures Villageoises de Gestion Foncière (SVGF), les communes, l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE), les Directions Départementales du Cadre de Vie et du Développement Durable (DDCVDD), la Cellule environnementale de la Direction de la Planification, de l'Administration et des Finances (DPAF) du MCVT-DD. Ces acteurs et institutions se retrouvent aux différents niveaux du territoire à savoir au niveau national, communal et local.

Rôle de l'unité de gestion du projet

La cellule ou l'unité de gestion de projet est de : (i) superviser le processus d'élaboration du PAR ; (ii) publier/diffuser le PAR au niveau national ; (iii) suivre la mise en œuvre du PAR ; (iv) participer à la gestion des plaintes de toute nature incluant celles sensibles notamment celles en rapport avec les exploitations et abus sexuels (EAS) le harcèlement sexuel (HS) et les violences basées sur le genre (VBG) ; (iv bis) veiller à assurer l'inclusion sociale dans le processus des activités du sous-projet et la prise en compte des besoins spécifiques des groupes

défavorisés (v) former les acteurs sur le mécanisme de gestion des plaintes du projet, (vi) assurer le renforcement de capacités des acteurs de mise en œuvre sur le processus de réinstallation ; (vii) assurer le paiement des compensations et indemnités des PAP ; (viii) élaborer le rapport de mise en œuvre des PAR ; (ix) transmettre le rapport de mise en œuvre des PAR à la Banque pour approbation ; (x) participer et assurer la libération des emprises, (xi) assurer le suivi-évaluation du processus de réinstallation ; (xii) élaborer les rapports mensuels du niveau de mise en œuvre des PAR et la gestion des plaintes y relatives, (xiv) veiller à la bonne documentation du processus de réinstallation, (xv) élaborer les TdR, organiser le recrutement du Consultant et suivre la production du rapport d’audit final de la mise en œuvre du sous-projet, (xvi) assurer le suivi et la gestion des cas résiduels, (xvii) veiller au bon déroulement du processus de réinstallation sur le site d’accueil des PAP et la libération des emprises du sous projet par celles-ci. La synthèse des institutions qui sont impliquées dans le présent projet et leurs rôles respectifs se présente comme suit.

Tableau : arrangements institutionnels de mise en œuvre du PAR

Acteurs institutionnels	Responsabilités
SIRAT	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration du PAR ; - diffusion du PAR et information des parties prenantes sur ses dispositions - mise en œuvre du PAR ; - diffusion et veille à l’application du Code de Bonne Conduite approuvé pour la SIRAT au cours de la mise en œuvre du PAR ; - participation à la gestion des plaintes incluant celles en rapport avec les EAS-HS et VBG ; - assurance de l’inclusion sociale du sous projet et la prise en compte des groupes vulnérables ; - formation des acteurs sur le mécanisme de gestion des plaintes du projet ; - renforcement des acteurs de mise en œuvre sur le processus de réinstallation ; - paiement des compensations et indemnités des PAP ; - élaboration du rapport de mise en œuvre des PAR ; - transmission du rapport de mise en œuvre des PAR à la Banque pour approbation ; - libération des emprises ; - élaboration du rapport d’audit final de la mise en œuvre du Plan d’action de réinstallation par un Consultant indépendant ; -suivi et traitement des cas résiduels ; - suivi-évaluation du processus de réinstallation ; -élaboration des rapports mensuels du niveau de mise en œuvre des PAR et la gestion des plaintes y relatives ; - transmissions des rapports d’avancement de la mise en œuvre des PAR à la Banque ; -veille à la bonne documentation du processus de réinstallation ; -veille à la mise en œuvre du PRMS conformément au PAR.
ABE	<ul style="list-style-type: none"> -Validation des rapports PAR -Suivi des activités de réinstallation
BM	<ul style="list-style-type: none"> -Revue et Approbation des TDR d’élaboration du PAR ; -Revue, approbation et publication du PAR sur son site internet ; -Revue et approbation du rapport d’Audit de mise en œuvre du PAR ; -Revue et approbation des rapports mensuels de mise en œuvre du PAR.
MJL (Tribunal de Djougou)	<ul style="list-style-type: none"> -Gestion des plaintes en rapport avec les EAS-HS et VBG et celles non résolues à l’amiable.

Acteurs institutionnels	Responsabilités
Préfectures de Djougou	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place du Comité Technique de Réinstallation (CTR) par un arrêté ; -Participation à l'information/sensibilisation des PAP ; -Participation à la gestion des conflits à l'amiable (en appui au CTR ; -Participation au suivi de la mise en œuvre des PAR ; -Participation à la libération des emprises.
CTR	<ul style="list-style-type: none"> -Appui au paiement des compensations et indemnités des PAP ; -Libération des emprises ; -Assistance aux PAP, notamment les PAP vulnérables ; -Gestion des cas résiduels ; -Appui au suivi-évaluation du processus de réinstallation ; -Suivi et traitement des cas résiduels ; -Application du Code de Bonne Conduite.
CLGS	<ul style="list-style-type: none"> -Réception et résolution des plaintes. -Sensibilisation des PAP ; -Assistance aux PAP, notamment les PAP vulnérables ; -Gestion des cas résiduels.
ONG d'appui à la mise en œuvre du PAR	<ul style="list-style-type: none"> - élaboration d'un chronogramme de mise en œuvre des PAR à soumettre à l'approbation de la SIRAT ; - gestion de l'intermédiation sociale entre la SIRAT, les personnes affectées et les autorités associées au processus ; - installation du Comité Technique de réinstallation (CTR composé de la SIRAT, des Mairies, des Chefs d'Arrondissement, des chefs de quartiers/villages concernés, de deux représentants des PAP hommes et femmes tout en tenant compte de l'inclusivité sociale de l'huissier) ; - assistance de la SIRAT dans la mise en place des comités locaux de réinstallation ; - formation des membres du CTR au mécanisme de gestion des plaintes et sur leurs rôles et responsabilités ; - assurance de l'intermédiation sociale et facilitation des rapports entre les PAP, les entreprises et les autres prestataires de services dans le cadre du sous projet ; - information et sensibilisation des PAP sur leurs droits et rôles dans le processus de mise en œuvre du PAR ; - préparation des accords de compensation individuels ; - organisation des activités préparatoires et préalables aux paiements des indemnités aux PAP (mobilisation, sensibilisation et information) ; - accompagnement des PAP dans le processus de constitution des documents administratifs et toutes autres dispositions nécessaires pour faciliter la réception de leur compensation ; - collaboration avec l'huissier retenu pour constater l'effectivité des compensations ; - suivi de l'exécution des travaux de reconstruction de certains ouvrages appartenant aux PAP et impactés par les activités des sous-projets. - assurance le lead et le compte rendu à l'UGP du règlement des droits des PAP par les entreprises chaque fois que celles-ci sont redevables aux PAP ; - suivi le processus de constitution des dossiers d'indemnités des PAP expropriées ; - garantie du paiement effectif des compensations conformément aux termes et conditions énoncés dans les accords individuels ; - garantie du paiement de toutes les compensations/indemnités aux PAP sont complets effectifs, préalables à tout début des travaux ; - accompagnement des PAP dans la libération effective des emprises du site du sous projet ; - facilitation du processus de gestion des plaintes issues de la mise en œuvre du PAR, en assistant les PAP à formuler leurs griefs et/ou doléances et en

Acteurs institutionnels	Responsabilités
	fournissant les informations claires et suffisantes aux instances de gestion des plaintes pendant les réunions de traitement des plaintes et/ou doléances ; - documentation du processus de mise en œuvre du PAR ; - production d'un rapport de mise en œuvre du PAR.
Mairie de Djougou	-Proposition à l'autorité préfectorale des cadres de la Mairie devant être membres du CTR ; -Identification d'un site de réinstallation temporaire avec l'accord des PAP -Participation à l'information/sensibilisation des PAP ; -Appui et constat de l'effectivité de la libération des emprises et compte rendu au Préfet après règlement des compensations ; -Appui au processus de règlement des conflits à l'amiable ; -Appui à la mise en œuvre des mesures de compensation contenues dans les PAR ; -Appui du suivi-évaluation du processus de réinstallation.
PAP	-Participation du recensement ; -Facilitent le processus et libèrent les emprises comme convenu ; -Participation aux séances d'information et de sensibilisation ; -Participation aux séances de consultation du public ; -Saisine du comité local de gestion et de suivi des plaintes pour toutes inquiétudes ; -formulation et dépôt de plaintes auprès du comité local de gestion et de suivi des plaintes.
Comités de gestion des plaintes	-Mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes incluant celles en rapport avec les EAS-HS-VBG ; -Appui au paiement des compensations et indemnités des PAP ; -Assistance aux PAP, notamment les PAP vulnérables ; -Réception et résolution des plaintes ; -Gestion des cas résiduels ; -Résolution des plaintes à l'amiable.
Huissier de justice	- certification des états de paiement des compensations/indemnités aux PAP ; - authentification les procès-verbaux de négociation et de conclusion des accords avec de la SIRAT et les PAP des états de paiements des compensations/indemnités aux PAP.

Source : données de terrain, CECO BTP, mai 2023

h. Calendrier de mise en œuvre du PAR

Le calendrier de mise en œuvre du PAR se présente comme suit dans le tableau q.

Tableau q : calendrier de mise en œuvre du PAR

Etapas	Activités	Période		
		Phase préparatoire		
		M1	M2	M3
Planification de la réinstallation	Libération de l'emprise			
	Mobilisation des ressources financières			
	Formation des membres des comités sur le MGP			
	Mise à jour de la base de données des PAP			
	Préparation d'un calendrier détaillé			
	Elaboration d'un plan de communication			

Etapas	Activités	Période		
		Phase préparatoire		
		M1	M2	M3
	Coordination avec les divers acteurs institutionnels nationaux et locaux			
Information et communication	Lancement officiel			
	Information des PAP sur le processus de paiement			
	Mise en place des comités de gestion des plaintes			
	Information des PAP et populations riveraines sur le mécanisme de gestion des plaintes			
Mise en œuvre	Renforcement des capacités des différents acteurs			
	Païement des compensations			
	Gestion des plaintes			
	Attribution des parcelles et équipements pour les PAP			
	Suivi de la réinstallation			
Audit d'achèvement de la mise en œuvre du PAR				

Source : données de terrain, CECO BTP, mai 2023

i. Budget global et source de financement de la mise en œuvre du PAR

Le budget de mise en œuvre du PAR et les sources de financement.

Tableau : budget de mise en œuvre du PAR

Désignation	Montant (FCFA)	Sources de financement
1. Compensation pour perte de biens		
1.1. Compensation pour perte de biens sur la Rue: EP ND 2-2 : Pk 0+000 - Pk 0+675	897 000	Budget national
1.2. Compensation pour perte de biens sur la Rue: EP ND 3-1 : Pk 0+000 - Pk 0+175	21 124 800	
1.3. Compensation pour perte de biens sur EP SU 1 : Pk 0+000 - Pk 1+175	356 124 500	
1.4. Compensation pour perte de biens sur EP SU 4 suite : Caniveau exutoire de la rue 2.8 6	2 160 000	
1.5. Compensation pour perte de biens sur EP SU 1-8 : Pk 0+000 - Pk 0+200	184 422 500	
1.6. Compensation pour perte de biens sur la Rue "Croisement RNIE 3 - Cimetière	52 257 000	
1.7. Compensation pour perte de biens sur la Rue 'Aboudoulaye KAKATCHI	35 372 500	
1.8. Compensation pour perte de biens sur la Rue: 'BAWA OUAKE - Aboudoulaye KAKATCHI'	4 519 000	
1.9. Compensation pour perte de biens sur la Rue 'Carrefour Evêché-Service de l'hydraulique' Bretelle de la Rue 2.6	55 589 500	
1.10. Compensation pour perte de biens sur la Rue 'Chez Noël - RN 8'	42 063 000	
1.11. Compensation pour perte de biens sur la Rue 'Zouberou Moféro - EPP SABARI - TP'	90 000	
1.12. Compensation pour perte de biens sur la Rue de l'itinéraire du collecteur EP ND 2-2	89 428 500	
1.13. Compensation pour perte de biens sur la Rue de l'itinéraire du collecteur EP ND 3	15 905 250	

Désignation	Montant (FCFA)	Sources de financement
1.14. Compensation pour perte de biens sur la Rue de l'itinéraire du collecteur EP SU 1-11	17 772 000	
1.15. Compensation pour perte de biens sur la Rue de l'itinéraire du collecteur EP ND 3-1	1 730 000	
Sous-total 1	879 455 550	
2. Mesures économiques de réinstallation des PAP et du PRMS		
2. 1. Appui aux PAP économiques	45 164 970	
2.2. Aide aux PAP vulnérables	16 200 000	
2.3. Plan de restauration des moyens de subsistance (PRMS)	36 036 500	
2.4. Appui à l'établissement de pièce d'identité aux PAP	1 560 000	
Sous-total 2	98 961 470	
3. Budget de fonctionnement du MGP	19 400 000	
Sous-total 3	19 400 000	BM
4. Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PAR		
4.1. Recrutement d'un Huissier de justice	5 000 000	Budget de la SIRAT
4.2. Suivi de la mise en œuvre du PAR	10 000 000	
4.3. Audit d'achèvement de la mise en œuvre du PAR	15 000 000	BM
4.4. Recrutement des facilitateurs communautaires pour la mise en œuvre du PAR		Budget national
Sous-total 3	30 000 000	
Total (Sous totaux 1+2+3+4)	1 027 817 020	
Imprévus (10 %)	102 781 702	Budget de la national et BM
Total général	1 130 598 722	

Source : données de terrain, CECO BTP, mai 2023

Le budget global de mise en œuvre du PAR est évalué à **un milliard cent trente millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent vingt-deux (1 130 598 722) FCFA.**

NON-TECHNICAL SUMMARY

☞ Summary data sheet of the resettlement of project works

No.	Variables	Data			
1.	Project country	Benign			
2.	Department	Donga			
3.	Municipality	Djougou			
4.	Districts	Djougou I, Djougou II and Djougou III			
5.	Neighborhoods	Alfa Issa; Angaradebou; Barapapei; Bassala; Batoulou; Killir; Leman Mende; Madina; Petoni-Poho; Serlo; Soubroukou; Taïfa and Zembougou Bert			
6.	Project type	Sanitation			
7.	Project title	RAINWATER SANITATION PROGRAM FOR SECONDARY TOWNS - PHASE 2 (PAPVS 2) TOWNS OF POBE, ALLADA, LOKOSSA, APLAHOUE, DASSA-ZOUME, DJOUGOU AND KANDI			
8.	Resettlement-inducing activities	activities leading to resettlement concern: (i) clearing of project areas from human installations (fences, trees, huts, toilets, etc.); (ii) liberation of the right-of-way of the road routes of the various networks (SBEE, SIRAT and telephone), of the necessary trees and plant ecosystems found there, the illegal dumps and purging of the existing collectors; (iii) installation and development of technical bases and identification and development of diversion routes; (iv) 21,388 km of collectors and service roads will be developed in the three central districts of Djougou. The consistency of the works is as follows: (a) eleven (11) streets with a majority (approximately 67.40%) of tertiary streets; (b) four (04) primary collectors totaling 7.614 km or 70.17% of the total collector length and (c) three (03) secondary collectors totaling 3.237 km or 29.83% of the total collector length.			
9.	Promoter	SIRAT SA			
10.	Executing agency	CECO BTP			
11.	Number of PAP	372			
12.	Number of female PAPs	82			
13.	Number of vulnerable PAPs	45			
14.	PAP absent	38			
15.	Infrastructure for residential use				
	Assets affected	Features	Number	Area (m²)	
	Home	Final materials	41	3309	
	Home	Precarious materials	8	422	
	Total		49	3,731	
16.	Related infrastructure				
	Assets affected	Features	Number	Unit	Area
	Apatam	Final materials	10	m ²	415
	Apatam	Precarious materials	3	m ²	51
	Workshop	Final materials	10	m ²	147
	Workshop	Precarious materials	2	m ²	39
	Awnings	Final materials	4	m ²	28
	Awnings	Precarious materials	4	m ²	23
Barrack	Final materials	2	m ²	22	

	Barrack	Precarious materials	1	m ²	7
	Wooden barrack	Precarious materials	1	m ²	13
	Shop	Final materials	2	m ²	175
	Hut	Final materials	1	m ²	32
	Electric meter cabin	Final materials	1	u	1
	SBEE meter cage	Final materials	1	u	5
	Gutter	Final materials	2	m ²	55
	Tank	Final materials	2	u	8
	Fence	Final materials	16	ml	570
	Fence	Precarious materials	5	ml	391
	soneb counter	Final materials	1	m ²	1
	Dano	Final materials	1	m ²	10
	Shower	Final materials	1	u	7
	Elevation of walls	Precarious materials	1	ml	150
	Enclosure	Final materials	1	m ²	6
	Foundation	Final materials	1	m ²	9
	Drilling	Final materials	1	m ²	2
	Shed	Final materials	5	m ²	88
	Shed	Precarious materials	7	m ²	92
	Store	Final materials	1	m ²	22
	Mosque	Final materials	1	m ²	8
	Sump	Final materials	16	u	80
	Sump	Precarious materials	1	u	8
	Well	Final materials	11	u	94
	Well	Precarious materials	5	u	31
	Ramp	Final materials	33	m ²	341
	Ramp	Precarious materials	6	m ²	23
	Look	Final materials	2	m ²	13
	Flower reserve	Final materials	1	m ²	1
	Terrace	Final materials	60	m ²	1040
	Terrace	Precarious materials	5	m ²	41
	Toilet	Final materials	26	m ²	188
	Toilet	Precarious materials	4	m ²	22
	Total		258		4259
17.	Infrastructure for commercial use				
	Assets affected	Features	Number	Unit	Area
	Apatam	Final materials	4	m ²	152
	Apatam	Precarious materials	6	m ²	125
	Workshop	Final materials	32	m ²	459
	Workshop	Precarious materials	8	m ²	294
	Awnings	Final materials	13	m ²	210
	Awnings	Precarious materials	4	m ²	45
	Barrack	Final materials	4	m ²	72
	Barrack	Precarious materials	2	m ²	44
	Wooden barrack	Precarious materials	2	m ²	7
	Sheet metal barrack	Sheet metal barrack	1	m ²	16
	Shop	Final materials	19	m ²	279

	Shop	Final materials	4	m ²	31
	Hut	Precarious materials	1	m ²	8
	Telephone booth	Final materials	1	m ²	16
	Telephone booth	Precarious materials	2	m ²	13
	Fence	Precarious materials	1	ml	25
	Fence	Final materials	1	ml	7
	Sheep enclosure	Final materials	1	m ²	25
	Mobile display	Final materials	1	m ²	1
	Mobile display	Precarious materials	3	m ²	9
	Foundation (Wall elevation)	Final materials	1	m ²	6
	Shed	Final materials	5	m ²	60
	Shed	Precarious materials	3	m ²	60
	Ramp	Final materials	6	m ²	28
	Terrace	Precarious materials	24	m ²	583
	Terrace	Final materials	26	m ²	602
	Total		175		3177
	Affected trees and plants				
	Plant Names	Features	Number of feet	Average diameter	
	Mahogany	Adult	2	130	
	Banana tree	Adult	969	73	
	Banana tree	Young	47	43	
	Baobab	Adult	1	130	
	Chrysophilum	Adult	1	146	
	Lemon	Adult	2	36	
	Lemon	Young	2	60	
	Coconut tree	Adult	6	110	
	Coconut tree	Young	1	40	
	colatier	Adult	1	190	
	Cordia didecandra	Adult	2	7	
	Flaming Scythe	Adult	3	200	
	Ficus Spp	Adult	8	739	
	Ficus Spp	Young	2	94	
	Gmelina	Adult	1	150	
	Gmelina	Young	1	2	
	Guava	Adult	1	30	
	Mango	Adult	48	151	
	Mango	Young	1	32	
	Orange tree	Adult	2	114	
	Palm	Adult	2035	26	
	Palm	Young	1	1	
	Royal palms	Adult	9	16	
	Papaya	Adult	30	240	
	Papaya	Young	3	18	
	Rônier	Adult	1	35	
	Teak	Adult	51	255	
	Teak	Young	25	15.5	
18.					

		Total	3256	
19.	Field of crops			
	Agricultural production scope		Number	Area (m²)
	Cassava		7	1338
	Cabbage and amaranth growing association		1	300
	Combination of cabbage and pepper		1	96
	Combination of cabbage, okra, amaranth		1	45
	Crop association (cabbage and corn)		1	182
	Crop association (cabbage and pepper)		1	209
	Crop association (cabbage lettuce carrots)		1	300
	Crop association (lettuce, corn, pepper)		1	200
	Cabbage and lettuce growing association		1	60
	Cultivation association Cabbages, amaranths and peppers		1	1300
	Lettuce and amaranth growing association		1	418
	Corn and cassava cultivation association		1	300
	Lettuce and cabbage combination		1	384
	Carrots		4	521
	Cabbage		29	3530
	Okra		3	208
	Beans		1	120
	Lettuce		7	614
	But		20	5005
	Pepper		3	171
	Taro		1	2
Tomato		1	30	
Amaranth		1	30	
Total		89	15363	
20.	Cultural property affected			
	Well affected	Features	Number	Area (m²)
	Mosque	Final materials	1	500
	Total		1	500

a. Context and justification of the project

In Benin, the socio-economic situation is marked by the unsuitability of the living environment and the level of services to the well-being needs of the populations, by the lack of attractiveness and the dysfunction of the main cities. Under the combined effect of the impacts of climate change, the rapidly growing population in different cities and the inadequacy of urban infrastructure, the main cities of Benin are struggling to ensure their role as development poles and to truly drive growth. economy of the country. These cities do not offer the required functional conditions that can drive socio-economic development. They suffer from regular flooding due largely to the absence or inadequacy of drainage and sanitation systems.

Faced with this picture, the successive Governments of Benin have invested in a policy of developing the living environment of urban populations through urban projects set up and implemented in the most vulnerable areas with the assistance of several Technical Partners and Financial (WB, EU, AFD, UEMOA, ADB, BEL, BOAD, BIDC, etc.).

The implementation of these various projects has contributed to the qualitative improvement of the living environment of the populations and traffic conditions in many urban centers in

Benin such as Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Lokossa, Kandi, Abomey-Calavi , etc. Beyond these results, the implementation of these projects has proven to be a key factor in promoting Small and Medium Enterprises (SMEs) and reducing youth unemployment. Notwithstanding these efforts, the environmental framework of Beninese cities remains precarious; This is evidenced by the floods of 2010 during which several localities found themselves underwater in Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Dangbo, Bonou, Malanville, etc. Faced with this worrying picture,

b. Methodological approach

To achieve the objectives of this study and respond to the terms of reference, the methodological approach used was structured around the following main axes: a documentary review, consultations with stakeholders, collection of data in the field (socioeconomic study, census of PAP and their property, inventory of impacted property), processing and analysis of data, display of directories of PAP and their property, drafting and restitution of the provisional report, taking into account amendments and production of the final report BY.

c. Potential impacts of the project

The Secondary Cities Rainwater Sanitation Project phase 2 has impacts. There are two types: positive impacts and negative impacts.

Positive impacts

The construction of streets and the construction of collectors in the Districts of Djougou I, Djougou II and Djougou III in the Municipality of Djougou will have positive effects on improving the social and economic situation of the populations of the neighborhoods benefiting from the works. In terms of positive impacts, we can remember:

- improvement of the rainwater drainage system;
- the sanitation of the living environment of the populations;
- the development of income-generating activities;
- the creation of temporary and periodic jobs, especially for local populations;
- securing the transport of people and goods;
- improvement of the landscape aspect of the surroundings of structuring roads;
- reduction of diseases linked to water, flooding and unsanitary conditions;
- improving conditions for the movement of sick people, pregnant women and the disabled;
- improving urban and peri-urban security;
- the installation of a public lighting system along the streets to be carried out.

Negative impacts

The negative impacts of PAPVS2 include:

- the temporary loss of jobs, income and customers for households with huts, kiosks, workshops, shops, etc. along the sections to be developed;
- disruption of activities or even loss of income for occupants of the right-of-way;
- the degradation of the vegetation around the basin and along the arteries of the road and the habitats of avian fauna;

- the development of new cases of Acute Respiratory Infections (ARI), conjunctivitis, the deterioration of population health and the risk of contamination with
- Sexually Transmitted Infections (STIs) and Acquired Immune Deficiency Syndrome (AIDS);
- the loss of a place of worship (mosque);
- disruption of the movement of people and goods;
- the disruption of activities at the level of socio-community infrastructures (health centers, churches, schools, etc.) located along the infrastructures to be built.

d. Socio-demographic profile of PAPs

It appears that the census operations made it possible to reach 372 PAPs. These PAPs are responsible for 2,235 people. Among these people are: (i) 69 children under one year old; (ii) 230 children aged 1 to less than 5 years; (iii) 505 children aged 5 to under 13 and (iv) 574 adults of both sexes. The 372 PAPs are distributed as follows in the Districts of Djougou I, 229 PAP; Djougou II and Djougou III have 34 and 109 PAP respectively. Regarding age, PAPs in the 36-45 age group represent 41.40%. PAPs in the 26-35 age group constitute 23.92%. The PAP for the 46-55 and 56-65 age groups are 15.05% and 8.60% respectively. On the marital level, 41.40% of PAPs declared that they are married monogamously. PAPs who live in polygamous households represent 43.56%. Single PAPs constitute 20.43% of all PAPs. Religiously, most (93.01%) of the PAPs declared that they practice Islam. Catholic Christian PAPs represent 2.96%. Other Christian PAPs constitute 2.69%. Regarding the level of education, 42.47% of PAPs declared being literate. On all PAPs, 23.92% reported having no level of education. PAPs who have primary and secondary education levels constitute 22.58% and 5.91% respectively.

In terms of daily income, PAPs having declared earning between a daily income of between 501-1000 FCFA are 64.46%. They are 7.71% who have a declared daily income between 15001-2000 FCFA. PAPs who earn more than 10,000 FCFA per day represent 6.34%.

e. Summary of the public consultation

As part of the work of the Secondary Cities Rainwater Sanitation Program, phase 2, seven (07) public consultation sessions are carried out for the development of the resettlement action plan. The public consultation sessions took place from May 17 to 19, 2023 in the neighborhoods of the three Arrondissements Djougou I, Djougou II and Djougou III. These sessions mobilized a total of 307 people, including 40 women.

The main concerns and concerns raised concern, among others:

- will the compensation to which we will be entitled be substantial enough to allow us to rent a store elsewhere, in order to continue our activities?
- Are all assets eligible for compensation?
- If my house ends up in the right-of-way, what will be my fate?
- When the work begins, will it be possible to be recruited on the construction sites?
- How will we access our homes when searches are carried out in front of the entrances (houses or shops)?
- Would I be entitled to compensation when my tenant's hut is destroyed?

- Will women receive compensation if their commercial kiosks are within the right-of-way of the works?
- Which streets in the 3rd Arrondissement are affected by the work?
- When will work start on the streets?
- When will the work start?
- Which streets in the Djougou 2 district are affected by the work?
- When will the implementation of the project start in the city?
- How much will the PAPs receive as compensation?
- Is it possible for 2 different road infrastructure development projects to be carried out in the same locality (Asphalting and PAPVS)?

To these various concerns, the consultant provided answers that met the expectations of the participants.

At the end of the public consultation sessions, the following recommendations are made:

- carry out the work within a short period of time in order to limit the disruption to our activities;
- help traders and resellers who will be displaced to find other locations to continue their commercial activities;
- notify the communities a few weeks before the start of the work to allow each resident to make their own arrangements;
- recruit local labor to allow young people to have enough to meet their needs
- install access ramps to facilitate the movement of local residents
- effectively carry out the PAPVS to restore confidence in communities
- accelerate the completion of studies so that implementation can quickly start
- offer substantial compensation to enable PAPs to resume their installations;
- allow women carrying out income-generating activities in the community to be able to carry out their activities in order to be able to sell food and drink (water) to workers;
- raise awareness among workers so that they do not abuse other people's wives;
- allow considerable time for harvesting crops currently in production.

f. Complaint Management Mechanism (GMP)

Development works leading to the resettlement of affected people are regularly accompanied by various problems. This leads certain populations or stakeholders living near the project site to formulate complaints aimed at satisfying concerns caused by project activities. In practice, complaints and conflicts that arise during the implementation of a RAP may relate to, among other things:

- non-compliance with the procedures established by the Environmental and Social Management Plan (ESMP) and the Resettlement Action Plan (PAR);
- omission of PAPs during the census operation;
- errors in the identification of PAPs (poorly written names and first names of PAPs);
- failure to understand/accept eligibility criteria
- interference with a resident's commercial activity;
- deterioration, damage to the property of an individual or to socio-community facilities (school, health center, house, mosque, church, places of prayer, places of worship, etc.);
- disagreement on the evaluation of PAPs on the method of evaluating compensation;

- complaints relating to the exclusion of certain people from the benefits of the Project
- insufficient communication on the project implementation process;
- conflicts between beneficiaries and non-beneficiaries of the project;
- Gender-Based Violence (harassment, abuse, sexual violence, pedophilia, etc.) on the construction site;
- violence against children on construction sites;
- lack of communication of the work plan to local populations;
- etc.

Informing the population about the complaints management mechanism (notably the EAS/HS) can be done through the organization of information and awareness campaigns on the complaints management mechanism by using public criers, relays community networks, local radios, the written press and other local communication channels (town criers, development associations, etc.).

Organizational structures for handling complaints: MGP management committees.

The bodies for receiving and managing complaints related to the implementation of the project revolve around three levels of intervention:

- ✚ **level 1:** local committees of the Districts of Djougou I, Djougou II and Djougou III. An administrative act is taken appointing members of local complaints management committees (CLGP);
 - **level 2:** Djougou municipal committee is created by an administrative act relating to the attribution, organization and operation of the Communal Complaints Management Committee (CCGP) of the project,
 - **level 3:** national committee based in the management of SIRT in Cotonou created by an administrative document establishing and functioning of the National Complaints Management Committee (CNGP/SIRAT) of the Director General of SIAT.

The National Complaints Management Committee is responsible for managing the MGP. It is the supreme body for resolving cases of amicable complaints and appeals not resolved by the local complaints management committees and the municipal complaints management committee. Indeed, the committees in the districts concerned by the work of the drinking water supply project are set up by the General Directorate of SIAT before the implementation of the PAR. The various actors in the complaints management chain have been informed and trained on the provisions of this MGP. The management of complaints in a stage which is accompanied by a deadline at the level of each committee. Any complaint filed with the local management committee must be processed within four (04) days. Any complainant not satisfied with the resolution can contact the municipal complaints management committee. At this level of treatment is six (06) days. In case of dissatisfaction, the complainant can submit his complaint to the national complaints management committee. This committee has eight (08) days to empty the file sent to it. At each level of the MGP, the approach consists of analysis of the facts with priority to dialogue, consultation, negotiation and amicable solutions, going into the field for observation, drawing up the report of observation and consultations. The procedure for managing complaints follows the following process: (i) reception and recording of complaints at the level of the committee chosen by the complainant; (ii) acknowledgment of receipt issued to the complainant; (iii) eligibility of the complaint; (iv) handling of the complaint; (v)

notification of the resolution to the complainant and decisions taken; (vi) resolution and implementation of the proposed measures; (vii) closure of the complaint and (viii) monitoring and documentation of the complaints management process. (i) reception and recording of complaints at the level of the committee chosen by the complainant; (ii) acknowledgment of receipt issued to the complainant; (iii) eligibility of the complaint; (iv) handling of the complaint; (v) notification of the resolution to the complainant and decisions taken; (vi) resolution and implementation of the proposed measures; (vii) closure of the complaint and (viii) monitoring and documentation of the complaints management process. (i) reception and recording of complaints at the level of the committee chosen by the complainant; (ii) acknowledgment of receipt issued to the complainant; (iii) eligibility of the complaint; (iv) handling of the complaint; (v) notification of the resolution to the complainant and decisions taken; (vi) resolution and implementation of the proposed measures; (vii) closure of the complaint and (viii) monitoring and documentation of the complaints management process. Recourse to justice is possible in the event of failure of amicable means. The operating budget of the MGP is estimated at fifteen million two hundred thousand (15,200,000) FCFA.

g. Resettlement institutional framework

The main institutions participating in the resettlement process in Benin are the Directorate of Planning, Administration and Finance of the Ministry of Living Environment and Transport in charge of Sustainable Development (DPAF/MCVT-DD), the Agency National Land Development Office (ANDF) through the Municipal Land Development Offices (BCDF) and the Village Land Management Structures (SVGF), the municipalities, the Beninese Environment Agency (ABE), the Departmental Directorates of Living Environment and Sustainable Development (DDCVDD), the environmental unit of the Planning, Administration and Finance Department (DPAF) of the MCVT-DD. VThe actors and institutions are found at different levels of the territory, namely at the national, municipal and local levels.

Role of the project management unit

The project management cell or unit is to: (i) supervise the PAR development process; (ii) publish/disseminate the PAR at the national level; (iii) monitor the implementation of the PAR; (iv) participate in the management of complaints of all kinds, including sensitive ones, particularly those relating to sexual exploitation and abuse (SEA), sexual harassment (SH) and gender-based violence (GBV); (iv bis) ensure social inclusion in the process of sub-project activities and consideration of the specific needs of disadvantaged groups (v) train stakeholders on the project's complaints management mechanism, (vi) ensure capacity building of implementing stakeholders on the resettlement process; (vii) ensure the payment of compensation and allowances to PAPs; (viii) prepare the PAR implementation report; (ix) transmit the RAP implementation report to the Bank for approval; (x) participate in and ensure the release of rights-of-way, (xi) ensure the monitoring and evaluation of the resettlement process; (xii) prepare monthly reports on the level of implementation of PARs and the management of related complaints, (xiv) ensure the proper documentation of the resettlement process, (xv) develop the ToR, organize the recruitment of the Consultant and monitor the production of the final audit report on the implementation of the sub-project, (xvi) ensure monitoring and management of residual cases, (xvii) ensure the smooth running of the resettlement process on the PAP host site and the release of the sub-project rights of way by

them. The summary of the institutions that are involved in this project and their respective roles is as follows.

Table p: institutional arrangements for implementing the RAP

Institutional actors	Responsibilities
SIRAT	<ul style="list-style-type: none"> -Development of the PAR; - dissemination of the PAR and information of stakeholders on its provisions - implementation of the PAR; - dissemination and monitoring of the application of the Code of Good Conduct approved for SIRAT during the implementation of the PAR; - participation in the management of complaints including those relating to EAS-HS and GBV; - assurance of the social inclusion of the sub-project and the consideration of vulnerable groups; - training of stakeholders on the project's complaints management mechanism; - strengthening of implementing actors in the resettlement process; - payment of compensation and allowances for PAPs; - preparation of the PAR implementation report; - transmission of the RAP implementation report to the Bank for approval; - release of rights-of-way; - preparation of the final audit report on the implementation of the Resettlement Action Plan by an independent Consultant; -monitoring and treatment of residual cases; - monitoring-evaluation of the resettlement process; -preparation of monthly reports on the level of implementation of PARs and the management of related complaints; - transmission of progress reports on the implementation of the PARs to the Bank; -ensure proper documentation of the resettlement process; -ensure the implementation of the PRMS in accordance with the PAR.
ABE	<ul style="list-style-type: none"> -Validation of PAR reports -Monitoring resettlement activities
BM	<ul style="list-style-type: none"> -Review and approval of the TOR for developing the PAR; -Review, approval and publication of the PAR on its website; -Review and approval of the PAR implementation audit report; -Review and approval of monthly PAR implementation reports.
MJL (Djougou Court	-Management of complaints related to EAS-HS and GBV and those not resolved amicably.
Prefecturesby Djougou	<ul style="list-style-type: none"> -Establishment of the Technical Resettlement Committee (CTR) by decree; -Participation in information/awareness raising for PAPs; -Participation in amicable conflict management (in support of the CTR); -Participation in monitoring the implementation of PARs; -Participation in the release of rights-of-way.
CTR	<ul style="list-style-type: none"> -Support for the payment of compensation and allowances for PAPs; -Liberation of rights-of-way; -Assistance to PAPs, particularly vulnerable PAPs; -Management of residual cases; -Support for monitoring and evaluation of the resettlement process; -Monitoring and processing residual cases; -Application of the Code of Good Conduct.
CLGS	<ul style="list-style-type: none"> -Reception and resolution of complaints. -Raising awareness among PAPs; -Assistance to PAPs, particularly vulnerable PAPs; -Management of residual cases.
NGO supporting the implementation of the PAR	<ul style="list-style-type: none"> - development of a PAR implementation timetable to be submitted for approval to SIRAT; - management of social intermediation between SIRAT, the people affected and the authorities associated with the process;

Institutional actors	Responsibilities
	<ul style="list-style-type: none"> - installation of the Technical Resettlement Committee (CTR composed of SIRAT, Town Halls, District Heads, heads of neighborhoods/villages concerned, two representatives of PAP men and women while taking into account the social inclusiveness of the 'bailiff); - assistance from SIRAT in setting up local resettlement committees; - training of CTR members on the complaints management mechanism and their roles and responsibilities; - assurance of social intermediation and facilitation of relationships between PAPs, businesses and other service providers within the framework of the sub-project; - information and awareness of PAPs on their rights and roles in the PAR implementation process; - preparation of individual compensation agreements; - organization of preparatory and preliminary activities for payment of compensation to PAPs (mobilization, awareness-raising and information); - support for PAPs in the process of creating administrative documents and all other necessary arrangements to facilitate the receipt of their compensation; - collaboration with the selected bailiff to verify the effectiveness of the compensation; - monitoring the execution of reconstruction work on certain structures belonging to the PAP and impacted by the activities of the sub-projects. - ensures the lead and reporting to the PMU of the payment of PAP rights by companies each time they are indebted to the PAP; - monitored the process of compiling compensation files for expropriated PAPs; - guarantee of effective payment of compensation in accordance with the terms and conditions set out in the individual agreements; - guarantee of payment of all compensation/compensation to PAPs is fully effective, prior to any start of work; - support for PAPs in the effective release of the rights of way of the sub-project site; - facilitation of the process of managing complaints arising from the implementation of the PAR, by assisting the PAPs to formulate their grievances and/or grievances and by providing clear and sufficient information to the complaints management bodies during complaints handling meetings and/or grievances; - documentation of the PAR implementation process; - production of a PAR implementation report.
Djougou town hall	<ul style="list-style-type: none"> -Proposal to the prefectural authority of Town Hall executives who should be members of the CTR; -Identification of a temporary resettlement site with the agreement of the PAPs -Participation in information/awareness raising for PAPs; -Support and observation of the effectiveness of the release of rights-of-way and report to the Prefect after payment of compensation; -Support for the amicable conflict resolution process; -Support for the implementation of compensation measures contained in the PARs; -Support for monitoring and evaluation of the resettlement process.
PAP	<ul style="list-style-type: none"> -Participation in the census; -Facilitate the process and release the rights-of-way as agreed; -Participation in information and awareness sessions; -Participation in public consultation sessions; - Referral to the local complaints management and monitoring committee for any concerns;

Institutional actors	Responsibilities
	-formulation and filing of complaints with the local complaints management and monitoring committee.
Complaints management committees	-Implementation of the complaints management mechanism including those related to EAS-HS-GBV; -Support for the payment of compensation and allowances for PAPs; -Assistance to PAPs, particularly vulnerable PAPs; -Reception and resolution of complaints; -Management of residual cases; -Resolution of complaints amicably.
Bailiff	- certification of payment statements of compensation/compensation to PAPs; - authentication of the minutes of negotiation and conclusion of agreements with SIRAT and the PAPs of the payment statements of compensation/compensations to the PAPs.

Source: field data, CECO BTP, May 2023

h. RAP implementation schedule

The RAP implementation schedule is presented as follows in table q.

Table q: RAP implementation schedule

Steps	Activities	Period		
		Preparatory phase		
		M1	M2	M3
Resettlement planning	Liberation of the right of way			
	Mobilization of financial resources			
	Training of committee members on MGP			
	Updating the PAP database			
	Preparing a detailed schedule			
	Developing a communications plan			
	Coordination with various national and local institutional actors			
Information and communication	Official launch			
	Information for PAPs on the payment process			
	Establishment of complaints management committees			
	Information for PAPs and local populations on the complaints management mechanism			
Implementation	Strengthening the capacities of different actors			
	Payment of compensation			
	Complaint management			
	Allocation of plots and equipment for PAPs			
	Resettlement monitoring			
Audit of completion of RAP implementation				

Source: field data, CECO BTP, May 2023

i. Overall budget and source of financing for RAP implementation

The budget implementation of the RAP and sources of financing.

Table s: RAP implementation budget

Desingation	Amount (FCFA)	Funding sources
1. Compensation for loss of property		
1.1. Compensation for loss of property on the Street: EP ND 2-2: Pk 0+000 - Pk 0+675	897,000	National budget
1.2. Compensation for loss of property on the Street: EP ND 3-1: Pk 0+000 - Pk 0+175	21,124,800	
1.3. Compensation for loss of property on EP SU 1: Pk 0+000 - Pk 1+175	356 124 500	
1.4. Compensation for loss of property on EP SU 4 continued: Street outlet gutter 2.8 6	2,160,000	
1.5. Compensation for loss of property on EP SU 1-8: Pk 0+000 - Pk 0+200	184,422,500	
1.6. Compensation for loss of property on Rue "Croisement RNIE 3 - Cemetery	52,257,000	
1.7. Compensation for loss of property on Rue 'Aboudoulaye KAKATCHI	35,372,500	
1.8. Compensation for loss of property on the Street: 'BAWA OUAKE - Aboudoulaye KAKATCHI'	4,519,000	
1.9. Compensation for loss of property on the Rue 'Carrefour Evêché-Service de l'hydraulique' Rue 2.6	55,589,500	
1.10. Compensation for loss of property on Rue 'Chez Noël - RN 8'	42,063,000	
1.11. Compensation for loss of property on Rue 'Zouberou Moféro - EPP SABARI - TP'	90,000	
1.12. Compensation for loss of property on the Street of the route of the collector EP ND 2-2	89,428,500	
1.13. Compensation for loss of property on the Street of the route of the collector EP ND 3	15,905,250	
1.14. Compensation for loss of property on the Street of the route of the collector EP SU 1-11	17,772,000	
1.15. Compensation for loss of property on the Street of the route of the collector EP ND 3-1	1,730,000	
Subtotal 1	879 455 550	
2. Economic resettlement measures for PAP and PRMS		
2. 1. Support for economic PAPs	45,164,970	
2.2. Assistance to vulnerable PAPs	16,200,000	
2.3. Livelihood Restoration Plan (PRMS)	36,036,500	
2.4. Support for the establishment of identity documents for PAPs	1,560,000	
Subtotal 2	98,961,470	
3. MGP operating budget	19,400,000	BM
Subtotal 3	19,400,000	
4. Monitoring-Evaluation of the implementation of the PAR		
4.1. Recruitment of a Bailiff	5,000,000	SIAT budget
4.2. Monitoring the implementation of the PAR	10,000,000	BM
4.3. Audit of completion of RAP implementation	15,000,000	
4.4. Recruitment of community facilitators for the implementation of the PAR		National budget
Subtotal 3	30,000,000	
Total (Subtotals 1+2+3+4)	1,027,817,020	Budget of the national BM
Unexpected (10%)	102,781,702	

Desingation	Amount (FCFA)	Funding sources
Grand total	1,130,598,722	

Source: field data, CECO BTP, May 2023

The overall budget for the implementation of the PAR is estimated at one billion one hundred and thirty million five hundred and ninety-eight thousand seven hundred and twenty-two (1,130,598,722) FCFA.

